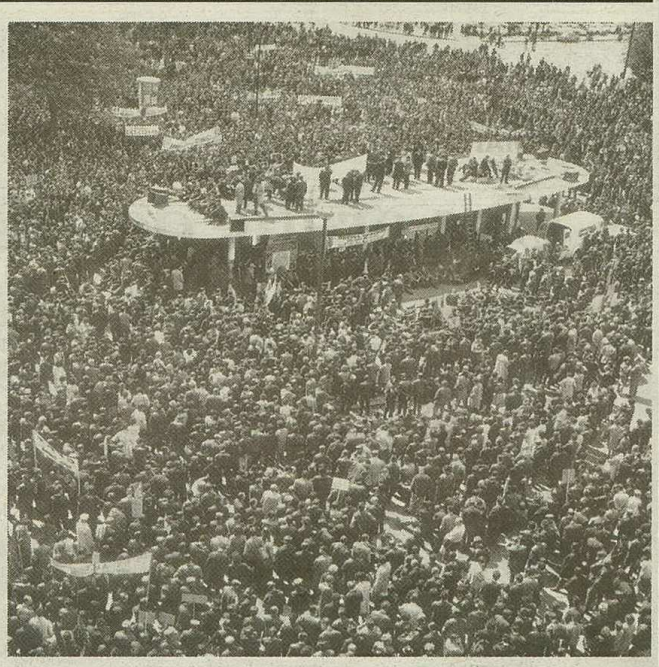
LIBÉRATION VENDREDI 15 FÉVRIER 2008



Deux CRS revenant vers la préfecture, le 24 mai (à g.). CENTRE HISTORIQUE DU TRAVAIL COL. PÉAULT

Manifestation sur la place du Commerce, le 27 mai (à d.). CHT PHOTO GARNIER

1968 dans le monde, le déclic

Nantes hisse le drapeau rouge

Précoce, la contestation nantaise débute en 1967 à l'université avant de s'étendre. Etudiants, ouvriers et paysans donnent naissance à un front commun inédit.

Mai 68 a commencé à Nantes en avril 1967. A l'université, reléguée au nord de la ville, à l'écart de tout et à l'étroit dans ses locaux, une nouvelle génération étudiante s'agite. Trotskistes, maoïstes, anarchistes, communistes se développent, optant pour la lutte politique contre la guerre du Vietnam notamment, ou plus localement, en soutenant les grévistes des chantiers de Saint-Nazaire. Ce sera d'ailleurs l'une des particularités de 68 dans cette ville: la rencontre des étudiants, des ouvriers et même des paysans (lire ci-contre).

En avance sur le printemps parisien, une bande de copains décide de s'emparer du bureau de l'Association générale des étudiants nantais Agen-Unef. Le 6 mai 1967, c'est chose faite: un groupe proche des situationnistes, qui s'inscrit aussi dans la mouvance anarcho-syndicaliste, prend les commandes et va entretenir une agitation permanente. Première mesure de cette équipe, qui prend à bras-le-corps le malaise étudiant: la dissolution du bureau d'aide psychologique universitaire, considéré comme un instrument de contrôle sur les jeunes. Détail amusant, Yvon Chotard, l'un des leaders de ce groupe, est aujourd'hui candidat sur la liste UMP aux élections municipales.

La fin de l'année 1967 est la première occasion d'arpenter le pavé: le 13 décembre, pour protester contre la suppression de nombreuses bourses, les étudiants rejoignent les ouvriers qui, à l'appel de la CGT et la CFDT, manifestent pour l'emploi. Le lendemain soir, les jeunes gens perturbent le bal donné par l'administration dans une cité universitaire. Ils y restent toute la nuit. Le 18, rebelote, dans une cité de filles. En janvier 1968, les ouvriers manifestent cette fois contre la réforme de la sécurité sociale, instituée par les ordonnances de 1967. Le 23, des étudiantes réoccupent une cité. Le 14 février, 1500 étudiants défilent avec des drapeaux rouges et des drapeaux noirs en chantant *l'Internationale*, direction le rectorat. Là, le bureau du recteur est pris d'assaut: rideaux déchirés, pipi sur la moquette, papiers jetés par les fenêtres, frigo pillé… La police arrive en renfort, des négociations commencent avec le préfet: les étudiants s'engagent à partir, les forces de l'ordre à ne rien faire. Mais une fois sorti du rectorat, Jean-Emile Vié, le préfet de l'époque, n'était *«plus tenu par [ses] engagements»*. *«J'ai donné l'ordre de matraquer et d'arrêter les meneurs»*, confiera-t-il trente ans plus tard à *Ouest-France*.

> **«Ce que nous exigeons, en définitive, c'est la remise en cause de la société capitaliste et de l'Europe libérale qu'elle a engendrée.»**
>
> Bernard Lambert, à l'époque l'un des leaders du mouvement paysan

Les mois qui suivent sont plus calmes, entre discussions, débats d'idées, amphis bondés où l'on parle de «Rêve-olution»… Mais la nervosité reste vive chez les ouvriers et les paysans. Leurs syndicats signent d'ailleurs un programme d'action commun, avec l'idée d'un rassemblement, le 8 mai, dans les grandes villes de l'Ouest. Début avril, la tension monte encore d'un cran, notamment chez Sud-Aviation à Bouguenais, dans la banlieue de Nantes. Dans cette usine aéronautique où sont fabriqués le Concorde et la Caravelle mais aussi des réfrigérateurs Frigeavia, l'atmosphère est lourde.

C'est le moment que choisissent les autorités pour régler leurs comptes avec les étudiants: le préfet porte plainte contre les *«insultes»* proférées dans un tract virulent (*«Le recteur et ses flics»*) distribué après l'occupation du rectorat. A sa demande, le

Pendant ce temps-là…

12 janvier
Attentats régionalistes
Le Front de libération de la Bretagne signe des attentats contre les préfectures de Quimper et Saint-Brieuc.

11 février
Manifestation commune
A Bordeaux, une manifestation réunit des étudiants et des ouvriers des usines Dassault.

15 mai
Renault occupé
Début de l'occupation de l'usine de Renault-Cléon (Seine-Maritime), suivie le 16 par Renault-Billancourt.

Les étudiants envahissent la fontaine de la place Royale, le 6 juin (à g.). CHT PHOTO GARNIER

Au milieu des pavés, une manifestation, le 6 juin (à d.). CHT PHOTO GARNIER

conseil général de Loire-Atlantique coupe les vivres à l'Agen-Unef en lui retirant sa subvention annuelle.

Début mai, la grève est largement engagée à l'université de Nantes. Avec, outre les mots d'ordre nationaux, des revendications locales: retrait de la plainte et retour de la subvention. Le 8 mai, les jeunes défilent au côté des ouvriers et de leurs leaders syndicaux: Georges Prampart de la CGT, Alexandre Hébert de FO et Gilbert Declercq de la CFDT. Les paysans sont également de la manifestation.

Même chose le 13. En réponse aux *«violences policières»* dans le Quartier latin, plus de 20000 personnes se mobilisent. Les étudiants décident de marcher sur la préfecture, symbole du pouvoir gaulliste. Ils veulent *«amener les ouvriers à s'engager dans un mouvement insurrectionnel»*. Les premières pierres volent contre les fenêtres de la préfecture, des cocktails Molotov répondent aux grenades lacrymogènes, des barricades sont érigées, des pavés arrachés, la voiture du préfet flambe… Paniqué, celui-ci téléphone à Paris et demande l'autorisation d'ouvrir le feu. On le lui interdit. Peu après, il cède, retire sa plainte et fait rétablir la subvention. Pour les étudiants nantais, c'est la victoire sur toute la ligne.

Chez les ouvriers, l'impression est forte. Le lendemain, 14 mai, Sud-Aviation décide d'occuper l'usine et de retenir le patron, Pierre Duvochel. Les portes sont soudées, personne ne peut entrer ni sortir, un bivouac est improvisé dans la soirée, les cartons des frigos utilisés en guise de duvets. C'est la première usine occupée en France en 1968, que chroniquera François Le Madec, un ancien ajusteur, dans un récit baptisé *l'Aubépine de Mai*: *«Le long du mur d'enceinte, l'aubépine de mai sent bon; un bouquet parfumé offert chaque matin au petit déjeuner des "campeurs". Le printemps est au rendez-vous de la grève»*, écrit-il après la première nuit.

Le 24 mai, pour répondre aux problèmes matériels posés par la grève généralisée, un comité central de grève est créé à Nantes, qui surveille les prix des commerces et marchés, gère les bons d'essence, organise le ravitaillement des quartiers populaires avec les paysans. Ce même jour, le discours télévisé de De Gaulle tombe à plat et la ville connaît une nouvelle manifestation lors de la journée d'action nationale du syndicalisme agricole. *«Ce que nous exigeons, en définitive, c'est la remise en cause de la société capitaliste et de l'Europe libérale qu'elle a engendrée»*, résume Bernard Lambert, l'un des leaders du mouvement paysan. Venus en tracteurs, les agriculteurs répandent du fumier dans les rues et rebaptisent la place Royale «place du Peuple». Le soir, dans une atmosphère surchauffée, la préfecture est à nouveau prise pour cible: c'est la «nuit rouge», avec barricades, dépavage, arbres abattus sur le cours des Cinquante-Otages, cocktails Molotov, début d'incendie à la préfecture…

La bataille de rue dure plus de sept heures et fait 208 blessés, selon le préfet. La suite, c'est le long week-end de la Pentecôte, l'homélie de l'évêque Vial en faveur des grévistes, le calme de la ville, Grenelle qui se profile, les 40000 manifestants du 27 mai qui ne sont plus que 30000 le 31. Début juin, le vent tourne. Dans les entreprises, on négocie. La reprise est dans l'air, avec des votes parfois très serrés. Le 14 juin, un mois après le début de l'occupation, Sud-Aviation rentre aussi dans le rang. Amèrement.

La veille, les CRS sont appelés pour calmer les derniers réfractaires nantais: dans les affrontements, un homme a le pied arraché et 116 personnes sont interpellées. Le 23 juin, les urnes parlent. Les électeurs de Loire-Atlantique votent pour les gaullistes à 50% dès le premier tour des législatives. Fin de la «Rêve-olution» nantaise.

SARAH GUILBAUD

Auteure de *Mai 1968 Nantes*, Coiffard Editions (2004).

Vendredi prochain: la révolution sexuelle.

René Bourrigaud, historien et ancien syndicaliste agricole

«L'Ouest a vu émerger un radicalisme paysan, précurseur du Larzac»

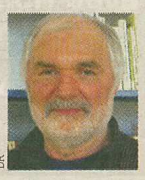
René Bourrigaud, maître de conférences en histoire du droit à l'université de Nantes, est l'auteur de *Paysans de Loire-Atlantique, quinze itinéraires à travers le siècle*. Il fut un acteur important de cette période dans le syndicalisme agricole.

Des paysans qui manifestent au côté des ouvriers et des étudiants en 1968, est-ce une particularité nantaise?

Depuis le début des années 60, avec l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants paysans, des contacts réguliers existent entre les organisations agricoles (FDSEA et CDJA) et les centrales ouvrières (CFDT et CGT). Fin 1967, à l'initiative de la Loire-Atlantique, les organisations ouvrières et paysannes du Grand Ouest signent une plateforme commune de revendications qui anticipe certains points du programme commun de 1972. Pour défendre ces revendications, une série de manifestations communes est organisée dans seize villes de l'Ouest le 8 mai 1968. Ce jour-là, ouvriers, paysans et étudiants sont, pour la première fois, tous ensemble dans la rue.

Comment expliquer que Nantes soit l'une des seules villes de France à avoir vu naître un comité central de grève?

Là encore, l'unité d'action CGT-CFDT sert de pôle de référence à de nombreuses organisations populaires. L'alliance avec les organisations agricoles facilitait l'approvisionnement en denrées alimentaires, et le contrôle syndical des raffineries de Donges permettait aux syndicats d'organiser la distribution du carburant, un point stratégique dans le cadre de la grève générale. Le comité central de grève, dans l'esprit de ses initiateurs, avait surtout une fonction d'intendance. Il n'était pas «l'embryon» d'un pouvoir révolutionnaire qu'ont voulu y voir certains théoriciens. Mais si la situation nationale n'avait pas été reprise en main par le pouvoir gaulliste, il aurait peut-être pu le devenir…



Quelles sont les conséquences de Mai 1968 au niveau régional?

L'histoire sociale des années 70 dans la région nantaise est extrêmement riche. Ainsi, dans le monde rural, une frange de jeunes paysans radicalisés s'engage dans des formes d'action directe qui déboucheront sur la naissance des paysans-travailleurs. Bernard Lambert, leur leader, publie en 1970 un livre qui aura un grand succès: *Les Paysans dans la lutte des classes*. Ces mouvements sont minoritaires, mais ils font évoluer les mentalités.

Qui était ce Bernard Lambert?

Il a été un grand leader de la nouvelle gauche paysanne et un intellectuel «organique» capable de théoriser les évolutions rapides des campagnes, soumises à une modernisation accélérée. Son parcours politique est significatif. Formé par la Jeunesse agricole chrétienne (JAC), élu député apparenté MRP *[démocrate-chrétien, ndlr]* en 1958, il est l'un des premiers à critiquer la guerre d'Algérie. Battu en 1962, il redevient syndicaliste et évolue vers la gauche en adhérent au PSU en 1966. Tribun capable d'électriser les amphis étudiants de 68, il dirige en même temps la puissante fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest. Mais son engagement politique de plus en plus marqué et ses analyses marxistes le coupent d'une partie de sa base. Vers 1972-1973, il encourage la naissance des syndicats de paysans-travailleurs. C'est à ce titre qu'il appelle à un rassemblement sur le Larzac au cours de l'été 1973. Et c'est là que José Bové le rencontrera et se découvrira une vocation de paysan…

Sur le long terme, Mai 68 a-t-il transformé le paysage politique de l'ouest de la France?

Quarante ans plus tard, on peut constater que l'opposition politique ville-campagne n'est plus aussi nette. Une deuxième gauche, issue largement des milieux catholiques, a rejoint la première gauche, urbaine et laïque. Elle ne se distingue plus que par des nuances et des traditions. Un signe de cette évolution: les majorités politiques du conseil général de Loire-Atlantique (gauche) et de la région Pays de la Loire sont désormais les mêmes que celles de Nantes ou de Saint-Nazaire. Une chose impensable avant 1968, quand les campagnes catholiques votaient systématiquement à droite.

Recueilli par **S.G.**